

## Quand valeur économique et cohésion sociale divergent

**Author :** Bruno Jarrosson

**Categories :** [Eco](#)

**Date :** 8 septembre 2014

Quand une situation est jugée mauvaise, n'oubliez jamais qu'elle peut considérablement s'aggraver. Il apparaît dans nos sociétés dites développées des contradictions entre la logique économique et la logique sociale. Et si nous n'en étions qu'à l'extrême début de ces contradictions ? Choc.

### **La valeur économique : une histoire non dénuée de valeur**

La science économique utilise la notion de valeur. Ce qui suppose que cette valeur peut varier donc qu'elle est créée et détruite par l'activité humaine. Les entreprises créent de la valeur, les clients la détruisent.

Créer de la valeur, c'est avoir plus à la sortie qu'à l'entrée, en général par le travail. Rien ne matérialise plus explicitement cette logique que le travail agricole. Avec de la semence, de la terre et du travail, on obtient plus de grains qu'on en a semés. Il y a eu surplus dans le cycle donc création de valeur. La terre est par définition le capital qui rend plus de valeur qu'on ne lui en incorpore. Pour les économistes mercantilistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, seule la terre, en tant que capital, a de la valeur.

Apparaît la manufacture qui opère le même miracle que la terre. Les produits manufacturés ont plus de valeur que les sous-ensembles qui les composent. Il y a là encore valeur ajoutée. Il semblerait donc que la manufacture ait elle aussi une valeur capitalistique. À ce moment, se développe un débat que l'on retrouvera à chaque changement du processus de production : s'agit-il d'une vraie valeur ? La terre n'a-t-elle pas une valeur plus tangible qu'une manufacture ? Pendant longtemps, beaucoup d'épargnants ont préféré placer leur épargne dans la terre ou l'immobilier, valeurs tangibles, plutôt que dans les entreprises, valeurs éphémères. Il reste d'ailleurs des résurgences de ces mentalités anciennes dans les comportements d'épargne actuels. Il y aurait valeur et valeur, vraie valeur et fausse valeur, valeur tangible et valeur suspecte.

Mais on sort assez facilement de cette première difficulté sur la valeur en posant qu'une manufacture comporte après tout elle aussi des éléments tangibles : des bâtiments, des machines. On pose alors qu'une entreprise vaut les immobilisations qui ont été nécessaires à sa constitution. Le bilan de l'entreprise reste d'ailleurs imprégné de cette idée ancestrale, ce qui explique qu'il ne constitue pas un outil de gestion particulièrement intéressant.

Car des entreprises, il s'en vend et il s'en achète, globalement ou en parts. Et les prix d'achat et de vente des entreprises ne correspondent pas à la valeur nominale. Il y a une valeur résiduelle, mystérieuse, qui échappe à la vraie valeur ô combien tangible.

Apparaît alors une idée qui constitue aujourd'hui un des théorèmes les mieux établis de la science économique : une entreprise vaut ses profits futurs. Telle est sa vraie valeur, on a enfin établi une définition rigoureuse. Cette définition appelle néanmoins deux remarques. Tout d'abord elle signifie que personne ne connaît jamais, à aucun moment, la valeur d'une entreprise. La valeur existe, elle est définie et c'est une bonne nouvelle. Mais cette définition est théorique puisqu'elle renvoie à une opinion.

Deuxième remarque, il n'y a pas moins réelle que cette valeur-là. Car enfin, ces profits futurs n'existent pas. Il est très rassurant d'apprendre qu'il s'agit d'une vraie définition d'une vraie valeur. Une définition et une valeur sur lesquelles tous les économistes et tous les agents économiques sont d'accord. Nous voilà sortis du piège. Sauf qu'il s'agit d'une sortie qui n'existe pas, qui existera peut-être. Il s'agit d'une croyance quant à l'avenir. La valeur est une croyance qui se fait passer pour une réalité.

Cela n'a d'ailleurs rien de nouveau. Si l'or a de la valeur, c'est parce que l'on croit qu'il en a. Si un billet de banque a de la valeur, c'est parce que tout le monde croit qu'il en a. Si une monnaie a de la valeur, c'est parce que tout le monde croit qu'elle en a. Seule cette référence à la croyance peut expliquer que les valeurs des monnaies les unes par rapport aux autres changent à chaque seconde.

### **Quand la valeur fait fumer les compteurs**

La « vraie valeur » n'a donc de vraie que le nom. Le débat rebondit d'ailleurs dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix à travers des phénomènes boursiers inattendus. Premier phénomène troublant, des entreprises qui ne font aucun profit, qui n'annoncent que des pertes, voient leur capitalisation boursière s'envoler. Amazon est le symbole de cette nouvelle économie. En accumulant les pertes, cette entreprise de commerce sur Internet a dépassé en capitalisation boursière, et de loin, le leader de son secteur Barnes and Noble. Au point que le terme « amazoner » une entreprise était entré dans le vocabulaire<sup>[1]</sup>. Le modèle des profits futurs serait-il en échec ? « Ces valorisations sont sans rapport avec la vraie valeur, entend-on souvent dire. Tout ça, c'est de la foutaise et ça ne durera pas. » Ce scepticisme de bon aloi qui fleure son bon sens terrien commettait peut-être une erreur de raisonnement, nonobstant le bon sens apparent. Car les actionnaires des sociétés amazonées ont eu un raisonnement assez proche de celui de l'évaluation à partir des profits futurs. Ce qui a de la valeur pour moi aujourd'hui, c'est ce qui aura de la valeur pour les autres demain. Raisonnement somme toute assez classique que l'on trouve déjà dans le cas de la monnaie, si la monnaie ou l'or ont de la valeur pour moi aujourd'hui, c'est parce qu'ils en auront pour les autres demain.

Comme la valeur est une idée, chaque mutation économique oblige à repenser la valeur. Non pas pour infirmer ce qu'a dit l'époque précédente mais pour l'englober dans une conception plus large, plus générale et plus féconde. La nouvelle vision de la valeur (ce qui aura de la valeur demain) englobe et élargit l'ancienne (les profits futurs).

### **La déconnexion de la valeur et de la matière : une formidable machine à stimuler les inégalités**

Il reste à montrer maintenant que cette virtualité de la valeur constitue un risque pour la cohésion sociale et que ce risque réel mais encore modéré aujourd'hui pourrait s'aggraver de beaucoup dans les vingt années qui viennent.

La virtualité de la valeur trouve un champ d'application exceptionnel avec la société de l'information. En effet, la caractéristique la plus essentielle de cette société de l'information, de notre point de vue, est de déconnecter la valeur de la matière. La valeur d'un bien industriel est liée à la matière. Cette valeur ne peut être ni dupliquée ni transportée sans coût. La valeur d'un objet est attachée aux atomes qui composent cet objet. Il n'en va évidemment pas de même de la valeur d'une information. L'information peut être dupliquée et transportée presque sans coût, ce qui prouve que sa valeur n'est pas attachée à son support physique. La valeur d'un film n'est pas attachée pour toujours au DVD sur lequel il se trouve.

Cette libération de la matière permet des développements de valeurs sur des marchés nouveaux, inattendus, presque incompréhensibles. Chaque jour nous sommes sidérés de découvrir les nouveaux usages d'Internet.

La valeur libérée de la contrainte de la matière pose un problème social. Elle se concentre entre quelques mains. Les riches deviennent beaucoup plus riches, des fortunes se constituent en quelques années, les pauvres restent pauvres, la précarité menace et dans les pays développés une partie significative de la population vit dans la misère quand ce n'est pas dans la rue. Le succès économique s'accompagne d'une rupture du pacte social que même les très libéraux acteurs du forum de Davos ont souligné.

Rappelons que dans le livre *De la justification Les économies de la grandeur*<sup>[2]</sup>, Luc Boltanski et Laurent Thévenot posent une question classique : comment les sociétés modernes peuvent-elles laisser cohabiter l'égalité de droit et les inégalités de fait ? Comme expliquer que nous soyons tous égaux et que pourtant il y ait des grands et des petits ? Ces sociétés modernes répondent à cette question par un système de justification fondé sur six axiomes. Or le sixième axiome de la justification, dit axiome du « bien commun », inventé en son temps par Adam Smith, postule que plus les grands deviennent grands, plus cela profite aux petits. Autrement dit, le fait que les riches souhaitent s'enrichir doit profiter aussi aux plus défavorisés. Si cela n'est pas réalisé ni perçu, la cohésion sociale est menacée.

La déconnexion de la valeur et de la matière donne aux riches des moyens de grandir en manipulant l'information et en laissant les petits sur le bord de la route. On le voit à travers la création des *start up*, l'évolution des cours de Bourse, les rémunérations extravagantes des détenteurs d'une expertise rare, la prospérité des *hedge funds* et des paradis fiscaux.

### « L'impossible euthanasie du rentier »

Ainsi que l'indique Michel Lutfalla dans son article *L'impossible euthanasie du rentier*<sup>[3]</sup>, l'histoire de l'économie peut être vue comme l'ensemble des stratagèmes mis en œuvre par les débiteurs pour ne pas payer leurs dettes à leurs créanciers. Dans ce domaine l'imagination a été sans borne mais on note deux méthodes classiques initiées par les États qui sont toujours les principaux emprunteurs : l'épée et l'inflation. Les rois et seigneurs avaient l'habitude de s'alléger de leurs dettes en passant par l'épée leurs créanciers. Méthode certes sommaire mais redoutablement efficace. Les mœurs s'étant adoucies, les États ont obtenu le même résultat avec la création monétaire. Cette méthode, brillamment mise en œuvre par la Révolution française et ses assignats, a permis de ruiner, dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, tout ce que la France comptait d'épargnants.

Pour injuste qu'il soit, ce phénomène d'assassinat de la rente a pour avantage de remettre en jeu les fortunes et l'ordre social. L'état de la société n'est pas figé par l'état de la naissance et chacun peut prendre l'ascenseur social grâce à son travail. L'euthanasie du rentier est donc un phénomène qui a son efficacité sociale.

L'époque actuelle est caractérisée par l'obligation faite à chacun, aux États en particulier, de payer ses dettes. On ne peut plus se débarrasser du rentier. Car dans la guerre millénaire qui l'oppose au débiteur, le rentier lui aussi fait valoir quelques armes. La mondialisation des capitaux lui en a donné une d'une redoutable efficacité. Du fait de cette mondialisation, les États sont en concurrence les uns avec les autres pour emprunter sur le marché des capitaux. Un État qui ne gère pas sa monnaie avec sérieux est sanctionné par des taux d'intérêt prohibitifs. Ce régime douloureux, qui s'est produit en Russie et en Amérique du Sud, l'incite rapidement à rentrer dans le rang du sérieux monétaire. Dans ce monde, l'inflation est devenue impossible et tous les États surveillent leur masse monétaire comme le lait sur le feu. La disparition de l'inflation dans les pays développés, au milieu des années quatre-vingt, n'est pas le fait d'un changement d'idéologie comme on le dit souvent mais le fait d'un changement d'univers économique. L'époque actuelle est caractérisée par la disparition des moyens habituels d'égorger le rentier.

C'est avec cet univers pour toile de fond que l'interrogation du lien social par la valeur prend une importance cruciale.

### Une prospective plus qu'inquiétante

Arrivé à ce point de son argumentation, il est d'usage que l'auteur propose quelques pistes de

solutions pour sortir du mécanisme modérément désopilant qu'il démonte pour son lecteur. Tel ne sera pas notre propos ici. Nous nous abstenons de porter un jugement moral sur ce que nous décrivons et nous nous contenterons d'essayer de discerner ce que ces mécanismes, livrés à leur propre logique comme ils le sont aujourd'hui, peuvent devenir. A ceux que cela chagrine au-delà du supportable, nous rappellerons cette phrase du regretté Edgar Faure : « Quand une situation va mal, n'oubliez jamais qu'elle peut s'aggraver. » On n'agit sur une situation que si on la diagnostique avec pertinence.

L'évolution technique et économique prend de vitesse l'évolution institutionnelle. Si tel est le constat, il ne peut que s'amplifier. Nous n'avons probablement vu jusqu'ici que le début du commencement des préliminaires de ce qui va se passer sur la rupture du pacte social et la victoire du capital. Nous voudrions montrer cela à travers un exemple.

Nous avons souligné que la valeur de la monnaie est un phénomène virtuel, une croyance. Cette croyance est aujourd'hui fondée sur le fait que les États sont puissants et que les monnaies sont nationales. La conception de l'euro ne déroge pas à ce fondement étatique de la monnaie. Or, sans que nous en nous en rendions compte, un phénomène de privatisation des monnaies est enclenché. Une action cotée est une monnaie puisqu'elle s'échange. On peut donc interpréter la Bourse comme un concurrent privé des monnaies publiques.

Cette monnaie en actions est encore fiscalisable. Elle l'est moins que la monnaie nationale puisque les plus-values sont moins imposées que les revenus. L'apparition des stock-options est bien entendu une évolution de la rémunération vers les monnaies privées.

Mais cela n'est rien encore. Car si les actions sont cotées en espèces sonnantes et trébuchantes, cela signifie que le lien avec la monnaie publique n'est pas coupé. Ce qui laisse encore aux États la possibilité d'exercer un peu leur droit de lever des impôts, même si la concurrence fiscale sur le capital se fait par le bas.

Le problème suivant est que la technologie Internet permet à des acteurs de lancer de réelles monnaies privées et de voir ces monnaies acceptées partout dans le monde. Si une monnaie privée me permet d'acheter n'importe quoi par Internet, je n'ai plus du tout besoin qu'elle soit convertible dans une monnaie nationale. Il me suffit qu'elle soit acceptée par un nombre suffisant d'acteurs. Le mécanisme de la valeur fondée sur une croyance devient alors déterminant. Ainsi peut se mettre en place un système de troc à travers des monnaies privées. Ce système serait invisible pour les États puisqu'il ne se passerait dans aucune monnaie nationale et resterait logé dans une technologie apatride : Internet. Et c'est là que nous touchons à l'aspect le plus spectaculaire de l'affaire : ce système d'échange échapperait à toute fiscalité. Plus de TVA, plus d'impôt sur les sociétés, plus de taxe professionnelle, plus d'impôts sur le revenu ni de CSG. Autrement dit, ceux qui assument l'essentiel de la fiscalité ont un intérêt financier énorme à l'apparition d'un tel système de monnaies privées et apatrides.

Voilà donc une évolution qui est de l'intérêt des acteurs économiques les plus puissants et qui est techniquement possible. Elle doit donc se produire, elle est même probablement en train de se produire sous notre nez sans que nous le remarquions tant il nous est difficile de voir ce qui échappe à nos façons habituelles de percevoir et penser la réalité.

Le problème, c'est que dans un tel système, l'État ne réunit plus que les pauvres et n'a plus à leur proposer que de rester dans leur pauvreté.

La boucle est alors bouclée et les deux mondes se sont séparés. L'un greffe la pauvreté du service public sur la pauvreté tout court. L'autre peaufine son système de séparation par la privatisation de l'ensemble des services publics. Quand on remarque qu'il y a aujourd'hui en France davantage d'agents de sécurité travaillant dans des entreprises privées que de policiers, cela signifie que l'accès à la sécurité qui est un des droits fondamentaux dans une démocratie est en fait en cours de privatisation et que la sécurité n'est plus un droit mais un bien qui s'achète et dont les riches disposent préférentiellement, comme de tout bien qui s'achète.

Le seul aspect agréable de cette vision prospective – qui pousse à sa limite une évolution que l'on discerne déjà – est qu'elle nous montre que cette logique est si forte et si implacable qu'elle produira une rupture qui l'empêchera d'advenir complètement. Sa principale faiblesse sera sa propre force. Mais ce que sera cette rupture, nous ne le savons pas encore.

[1] « Amazoner » une entreprise, c'est en quelque sorte indexer le cours de Bourse sur les pertes, ce qui constitue pour un dirigeant une sorte de paradis paradoxal.

[2] Luc Boltanski, Laurent Thévenot : *De la Justification Les économies de la grandeur*, Gallimard, 1991.

[3] Michel Lutfalla : *L'impossible euthanasie du rentier*, SEDEIS, 15 juin 1996.